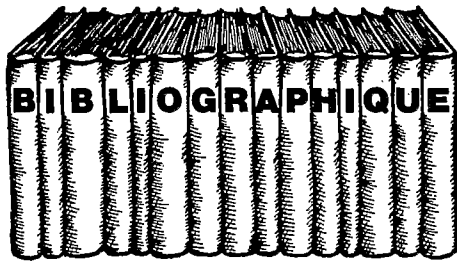


## CHRONIQUE



### NOTE DE LECTURE

BOESEN (Jannik), MOHELE (A.-T.) — *The « Success Story » of Peasant Tobacco Production in Tanzania ; the Political Economy of a Commodity Producing Peasantry* — Uppsala, Scandinavian Institute of African Studies, 1979. 22 cm, 169 p. Notes (Publications from the Center for Development Research, Copenhagen, n° 2).

KÖNGSTAD (Per), MONSTED (Mette) — *Family, Labour and Trade in Western Kenya* — Uppsala, Scandinavian Institute of African Studies, 1980. 22 cm, 186 p. Bibliogr. (Publications from the Center for Development Research, Copenhagen, n° 3).

Un nouveau témoignage sur la société paysanne tanzanienne est toujours le bienvenu, surtout lorsqu'il porte sur la période la plus récente (1976-1978), postérieure à la « villagisation » intense, sinon forcée, et lorsqu'il est présenté avec, pourrait-on dire, fraîcheur, cette qualité devenue si rare à l'époque où il est de bon ton de s'enfermer dans un dogmatisme étriqué. Le débat théorique a bien lieu, mais dans le dernier chapitre, après que les auteurs ont utilisé leurs yeux pour essayer de voir comment les choses se passent, et que le lecteur a eu en main toutes les pièces du dossier. Que le débat soit conduit à la lumière des études marxistes ou péri-marxistes n'étonnera pas ceux qui connaissent un tant soit peu les traditions de la jeune école africaniste scandinave. La contribution de J. Boesen et A.-T. Mohele (qui considèrent que la thèse de l'articulation de différents modes de production dans la formation sociale actuelle est la plus pertinente) aux controverses entre animateurs et proches de la *Review of African Political Economy* est d'autant moins négligeable que la question paysanne est l'une des plus mal comprises des théoriciens de la Révolution en général. Or c'est bien là la question fondamentale pour le tiers monde.

Avant d'arriver à ce débat, J. Boesen et A.-T. Mohele nous ont livré une étude locale précise centrée sur un thème, la culture du tabac (produit commercialisé, en prise directe sur le marché capitaliste mondial) dans la région de Tabora. Le non-économiste sera particulièrement intéressé par la première partie de l'étude, qui porte sur l'histoire du tabac tanzanien et surtout sur l'organisation contemporaine de la production. C'est l'occasion d'avoir des informations précises sur la création et le fonctionnement des villages *ujamaa*, sur la politique de « villagisation » en général, sur les difficiles relations entre la base paysanne et

l'appareil bureaucratique. La tendance au renforcement de l'emprise et des contrôles de l'État ne signifie pas nécessairement une amélioration de la production, mais plus sûrement un durcissement ou une distanciation accrue des paysans à l'égard des directives venant du haut (voir notamment le chapitre IV).

Après la relation de ces observations de terrain, où l'on aperçoit bien le jeu de la politique « par le bas », les auteurs élargissent leur réflexion à « l'économie politique de la production de tabac par les paysans », intégrant les aspects écologiques, technologiques, financiers et commerciaux. Nous quittons ainsi peu à peu le paysan de Tabora pour arriver au marché mondial du tabac et à l'industrie de la cigarette et nous constatons finalement que les quelque 50 000 producteurs tanzaniens de tabac ne sont pas les premiers bénéficiaires des profits engendrés par cette production.

De nombreux tableaux statistiques, quelques photographies, schémas et plans significatifs (mais, hélas, ni index, ni bibliographie systématique) complètent cette excellente monographie qui doit retenir l'attention du sociologue et du politiste, avant celle du technicien de l'herbe de Nicot...

Les modalités de l'irradiation de la société paysanne kenyane par le capitalisme font l'objet de l'étude présentée par P. Kongstad et M. Monsted. Une fois encore, les chercheurs danois ont choisi la meilleure méthode, qui consiste à se livrer d'abord à une sérieuse étude sur le terrain, en l'occurrence l'observation du changement social dans diverses familles nucléaires du Kenya occidental (du lac Victoria à la Rift Valley) dans les années 1975-1977.

Pour les auteurs, le développement de l'économie capitaliste, la pénétration des activités d'échange doivent affecter le processus de reproduction du travail dans des sociétés restées jusqu'ici paysannes. Réservés à l'égard des versions les plus simplistes des théories de l'impérialisme, ils suivent plutôt la voie tracée par Anne Philips (in « The concept of development », *Review of African Political Economy*, n° 8) et, quitte à « désespérer » l'I.D.E.P., ils finissent par conclure que « la probabilité d'une persistance de quelque forme de capitalisme s'appuyant sur l'idéologie de la propriété privée est forte » (p. 182).

Pour affirmer ainsi que la révolte paysanne n'est plus à l'ordre du jour au Kenya, P. Kongstad et M. Monsted consacrent d'abord un long chapitre à l'analyse des relations de travail à l'intérieur de la famille et entre familles ; l'obligation d'accroître la productivité en raison de la monétarisation a conduit à une intensification de l'exploitation du travail familial au détriment de la femme, du moins en première analyse. Cette évolution affecte avant tout les familles qui ne disposent pas de terres, pour lesquelles la situation est la plus inquiétante (cf. p. 82-85). Mais les auteurs s'intéressent davantage aux changements internes à la cellule familiale et à l'apparition d'une catégorie de femmes spécialisées dans les activités d'échange. De courtes biographies illustrent la pluralité des cas de figure qui se présentent, ainsi que la difficulté de théoriser les mutations qui interviennent tant sur le plan économique-social (apparition de

femmes-spéculatrices, sinon rentières) que familial. Le plus remarquable est encore que ces mutations ne conduisent pas à une destruction du tissu social, mais traduisent plutôt un effort d'adaptation à une situation nouvelle tout en en conservant l'essentiel. De même, l'apparition de boutiques ne signifie pas une rupture avec le monde rural ; dans le cadre inédit d'une économie monétarisée, un équilibre nouveau s'établit entre le travail familial, la production agricole et l'activité commerciale (voir les schémas p. 145).

Si on s'arrête un instant, on se surprend à considérer que ce qui nous est décrit n'est pas si étranger, si lointain : la femme qui vient vendre sur le marché des produits de l'exploitation familiale et qui, si « ça marche », se constitue un secteur de production réservé et va même jusqu'à acquérir le contrôle économique du ménage où l'homme se trouve « marginalisé » (p. 171), l'épicier qui est aussi exploitant agricole et joue alternativement et complémentaiement sur les deux tableaux, ce sont-là des traits caractéristiques de la société paysanne en Europe occidentale — l'Europe où, précisément, subsiste une vraie société paysanne. Cette capacité de la société paysanne à amortir, sinon à subvertir les mécanismes du capitalisme nous rappelle combien une société en apparence « immobile », « passive » peut être dans certaines circonstances singulièrement active. Le problème est que, pas plus que le paysan kenyan, nous n'avons d'exemples montrant que cette capacité de récupération débouche sur des réalisations politiques ; ayant intégré les mécanismes commerciaux du capitalisme, la société paysanne s'avère incapable de franchir le pas supplémentaire qui consiste à se constituer en force politique autonome ; habile à réagir, elle n'est jamais parvenue à prendre en main son destin et partout elle a été marginalisée. Il est trop commode de considérer que cela tient seulement au « sens de l'histoire » et d'appeler ainsi ce qui n'est que le résultat d'un rapport de forces dans lequel triomphe l'impérialisme de la civilisation urbaine, dont on finit par douter que son éventuelle mission révolutionnaire soit effectivement libératrice.

*François Constantin*